

**BILLS—Suite.**Hon. Brodeur—*Suite.*

fares en commun—8511; le trust met ici tout en œuvre pour ruiner ses concurrents, il peut mettre au jeu le produit de plusieurs années—8512; les entraves au commerce ne doivent pas être tolérées au Canada—8512; jusqu'à présent aux Etats-Unis, la répression législative contre les trusts a été impuissante—8517; les amendes ne servent à rien; en plaidant, les trusts peuvent traîner les affaires jusque dans l'éternité—8513; le seul remède est de traiter le trust comme il traite les autres, d'annuler sa licence s'il n'annule pas ses traités exclusifs—8513; les pouvoirs demandés ne sont pas arbitraires—8513; en 1893 les conservateurs ont par un statut donné au ministre du Revenu de l'intérieur le droit de refuser à son gré une licence—8514; ici la révocation ne peut se faire que pour des raisons déterminées—8514; les coupables pourraient bien tomber sous le coup de la loi criminelle quant aux trusts, mais ils épuiserait toutes les juridictions—8514; le trust est dangereux, il peut monopoliser toutes les fabriques de cigares et ensuite dicter à quel prix se vendra le tabac canadien—8515; toutes les lois de tarif empiètent sur les droits privés, celle-ci pas plus que les autres—8515.

M. Borden (R. L.)—Le danger pourrait être le même de la part d'un trust canadien—8516; nous ne devons pas nous protéger contre l' "American Tobacco Co.", mais contre les trusts en général—8516; les trusts ne sont pas une génération spontanée du tarif protecteur, il y en a en Angleterre—8516; il y a d'autres trusts au Canada, le trust des aciers est aussi exorbitant—8518; il faut un régime spécial pour les grandes coalitions modernes—8518; il est tard pour saisir la Chambre d'une proposition aussi importante—8519; le remède proposé ne serait pas général, ne pourrait pas s'appliquer aux industries qui n'ont pas besoin de permis pour fonctionner—8519; le droit d'annuler un permis est un pouvoir considérable à donner à un ministre—8520; ne vaudrait-il pas mieux que la licence fût révoquée *ipso facto* en certains cas déterminés—8520; ne pourrait-on pas s'adresser au procureur général pour faire révoquer la licence?—8520.

M. Monk—Se dit responsable du retard dans la présentation de la loi parce qu'on a attendu qu'il en eût parlé pour la soumettre—8520; il est grandement en faveur de la proposition—8520; les conclusions de l'enquête du juge McTavish—8521; si les trusts réussissent le prix du tabac Canadien en feuille sera bientôt déterminé aux Etats-Unis, le producteur canadien sera à la merci des monopolistes—8521; les progrès du trusts—8522; le trust a cinq permis dans la province de Québec, 1 à Montréal, 2 à Granby, 2 à Québec—8522; il est regrettable que le gouvernement ait mis deux ans à s'occuper de cette question—8523; il eût mieux valu une loi générale mais l'essentiel est de prendre celle qui peut réussir, d'essayer—8523; il aurait mieux valu confier à un juge le pouvoir

**BILLS—Suite.**M. Monk—*Suite.*

de révoquer la licence—8524; suggérerait de rendre la révocation de la licence obligatoire au lieu d'être facultative—8524; approuve cordialement la démarche du ministre du Revenu de l'intérieur—8525.

M. Taylor—Signale que la loi telle que rédigée ne s'adresse pas seulement aux vendeurs de tabac, mais à tous les vendeurs d'articles soumis à l'accise qui font des contrats spéciaux—8526; le Bill n'est pas bien vu du commerce—8527; tous les manufacturiers passent avec leurs agents des contrats comme ceux dont il est question—8527; le résolution devrait dire formellement qu'elle ne s'applique qu'au tabac—8527.

M. Sproule—Le gouvernement a encouragé le monopole de la "Standard Oil Co."—8528; la prétendue tentative pour empêcher la colition de la "Standard Oil" d'obtenir des compagnies de chemin de fer des tarifs spéciaux, n'a abouti à rien—8528; le conseil des ministres est le plus grand trust qui existe—8530; le peuple ne devrait pas lui renouveler sa licence aux élections générales—8530; le gouvernement n'a pas voulu abattre le trust du cuir—8530; est en faveur du Bill actuel mais aurait préféré une loi générale—8530.

M. Gourley—Le devoir est d'appuyer cette proposition—8531; si le parlement anglais eût agi, il aurait évité à l'Angleterre l'humiliation de se soumettre à ces vastes corporations—8532; c'est volontairement que nous mettons des pouvoirs arbitraires entre les mains du gouvernement pour qu'il écrase les tyrans—8533; le trust est un des adversaires les plus redoutables de la civilisation—8533; si nous réussissons dans ce cas, nous pourrions nous attaquer aux autres trusts—8534.

M. Maclaren—Déplore que son Bill des cigarettes soit resté dans le massacre des innocents—8536; approuve le Bill qui va faire cesser la réclame insensée et dangereuse du trust pour ses cigarettes—8536.

M. Gallagher—Conseille au gouvernement d'en arriver à un mode par lequel les remises de droits sur les rognures de tabac importé pourront être réclamées et payées même si le tabac a été mélangé—8538.

M. Holmes—Déplore le sort funeste du Bill concernant la cigarette—8538.

En comité sur la résolution—8539.

Hon. Brodeur—Si la résolution s'applique à tous les articles payant l'accise c'est pour la rendre aussi générale que possible suivant le vœu de l'opposition—8539; les intéressés devront être notifiés de la teneur de la loi basée sur ces résolutions avant qu'elle puisse être appliquée—8541; la loi s'appliquera aux spiritueux, au vinaigre, tabac, cigares, malt et acide acétique des brasseurs—8542; il faudra des preuves de l'existence actuelle des traités exclusifs pour pouvoir agir—8544; le gouvernement agira avec la plus grande célérité possible—8544.